

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à l'exploitation par ISB FRANCE  
d'une activité de travail et de traitement de bois dénommée « UAP Rochefort – La Raboterie »  
située Bassin n° 3 – 2 avenue Victor Louis Bachelar – 17300 ROCHEFORT**

**LE PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu la Directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;

Vu le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Charente approuvé par arrêté du 19 novembre 2019 ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 relatif aux meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées soumises à déclaration (rubrique 1532) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2021 portant enregistrement pour l'exploitation de l'installation « UAP Rochefort – La Raboterie » de la société ISB FRANCE pour les activités de travail du bois exploitées à Rochefort ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 9 novembre 2021 relative aux distances d'implantation du bâtiment de stockage de bois soumis à déclaration au titre de la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le récépissé de déclaration n° 2017/0117 du 31 janvier 2017 pour l'activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2415-2 de la nomenclature ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 relatif au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Rochefort (risque submersion marine) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2025 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

Vu la demande déposée le 13 août 2024 et complétée le 21 mars 2025, présentée par la société ISB France, dont le siège social est situé 4 rue Augustin FRESNEL 35400 SAINT MALO, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de travail, de stockage et de traitement de bois située UAP Rochefort La Raboterie – bassin n° 3 – 2 avenue Victor Louis Bachelar – 17300 ROCHEFORT et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R. 181-13 ;

Vu le rapport de base prévu par la Directive IED réalisé par le bureau d'études APAVE et transmis en appui de la demande ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 26 mars 2025 ;

Vu la décision N° E25000078/86 du Tribunal Administratif de Poitiers en date du 24 avril 2025 portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 6 juin 2025 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 32 jours du lundi 30 juin au jeudi 31 juillet 2025 inclus sur le territoire de la commune de Rochefort ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans cette commune de l'avis au public ;  
Vu les publications en date des 12 et 13 juin 2025 et des 3 et 4 juillet 2025 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête ;

Vu l'avis du commissaire enquêteur en date du 9 septembre 2025 ;

Vu l'avis favorable émis le 17 septembre 2025 par le conseil municipal de la commune de Rochefort ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la Préfecture ;

Vu le rapport et les propositions en date du 1<sup>er</sup> décembre 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 1<sup>er</sup> décembre 2025 ;

Vu la lettre du pétitionnaire en date du 4 décembre 2025 indiquant ne pas avoir d'observations à formuler sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le site est situé en zone à risque d'inondation et de submersion marine précisée par le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Rochefort et que la côte de référence à long terme à prendre en compte pour respecter les prescriptions applicables est de 4,50 m NGF ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à ses équipements pour l'amélioration de la prise en compte du risque naturel d'inondation et de submersion ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a précisé dans son étude de dangers, les modalités de prise en compte du risque de submersion marine et que les prescriptions des arrêtés ministériels doivent être complétées en conséquence ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que la hauteur des rejets des cyclofiltres 1 et 2 existants est de 8,5 mètres et que les dispositifs étaient existants avant la parution de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé qui impose une hauteur qui ne peut être inférieure à 10 mètres ;

CONSIDÉRANT que le site a fait l'objet d'une demande d'enregistrement pour son activité de travail du bois qui a fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 5 août 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les résultats de mesures des rejets atmosphériques du paramètre poussières sont conformes à la réglementation avec des résultats de mesure respectivement de 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> et 0,26 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite réglementaire de 100 mg/Nm<sup>3</sup> (rapport APAVE du 8 février 2024) et que le fonctionnement des cyclofiltres est efficace, il est prescrit à l'exploitant de mettre en conformité les cyclofiltres 1 et 2 lorsqu'ils feront l'objet d'un remplacement ;

CONSIDÉRANT que les produits chimiques utilisés pour le traitement du bois sont à base aqueuse ;

CONSIDÉRANT que le point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées se situe dans la masse d'eau « Estuaire Charente (FRFT01) » et que les résultats de la station de mesure « la Charente en amont de Rochefort (05001500) pour le Phosphore total est considéré comme mauvais, il convient de définir une valeur limite d'émission de 0,2 mg/l pour ce paramètre dans l'article 3.3.1 du présent arrêté, afin de garantir la compatibilité des rejets avec l'état physico-chimique du milieu récepteur ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société ISB France (SIREN 323 995 357), dont le siège social est situé 4 rue Augustin Fresnel – 35400 Saint Malo, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter sur le territoire de la commune de Rochefort, au 2 Avenue Victor Louis Bachelar, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles
Rochefort	Section BH – Parcelles n° 135, 236, 271, 273, 447, 448, 449, 450, 465, 467, 155, 157, 353, 392, 464, 466

Les installations mentionnées à l'article 1.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation, à modifier notablement les dangers ou inconvénients de cette installation, conformément à l'article L. 181-1 du Code de l'environnement.

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

## 1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés ...)	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
3700 (rubrique IED principale)	A	Préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 m <sup>3</sup> /j, autre que le seul traitement contre la coloration.	Autoclave Cabine d'aspersion	160 m <sup>3</sup> /j
2410-1	E	Ateliers où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3610. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1) Supérieure à 250 kW.	Ligne de calibrage rabotage Ligne tasseaux Ligne refente  Ligne triple refente Scie de découpe Broyeur Séchoir	1 488,7 kW
1532-2-b)	D	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de); à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2-b) Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup> .	2 Bâtiments de stockage du bois	19 000 m <sup>3</sup>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations relèvent également de la rubrique Loi sur l'eau suivante :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Piézomètres	6	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Surface totale de terrain	2,59 ha	D

#### 1.2.1 Réglementation IED

L'établissement fait partie des établissements dits « IED », visés par la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3700 relative à la préservation et au traitement du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, avec une capacité de production supérieure à 75 mètres cubes par jour, autre que le seul traitement par coloration.

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS : traitement de surface utilisant des solvants, y compris préservation du bois et des produits à base de bois au moyen de produits chimiques.

#### 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment administratif ;
- un bâtiment, dénommé bâtiment 1, hébergeant :
  - l'activité de traitement de bois régulièrement soumise à la rubrique 3700,
  - une activité de stockage de bois,
  - une ligne de fabrication de pellets,
  - ainsi qu'une activité de travail du bois : ligne triple refente, deux scies de découpe et un broyeur ;
- un bâtiment, dénommé « Raboterie », comprenant les principales activités de transformation du bois avec plusieurs lignes de fabrication :
  - une ligne de calibrage d'une puissance globale de 292,72 kW,
  - une ligne de rabotage d'une puissance globale de 420,97 kW,
  - une ligne tasseaux de 107,49 kW,
  - une ligne refente de 47,05 kW ;



- un bâtiment, dénommé n° 2 « Ardoise », dédié au stockage de bois ;
- une zone extérieure de stockage temporaire de bois dédiée à l'alimentation des opérations de traitement de bois et à la réalisation des opérations de chargement de camions prévues dans la journée ;
- un séchoir.

L'ensemble des machines du site sont équipées de dispositifs d'aspiration et de filtration des poussières ainsi que d'un compresseur.

Toute activité de stockage non explicitement prévue par le présent arrêté est interdite.

### **1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation**

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de dangers.

En tout état de cause, ils respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **1.4 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

Lorsque les installations sont mises à l'arrêt définitif, l'exploitant remet le site dans un état tel qu'il ne s'y manifesterait aucun danger.

En tant qu'établissement « IED » et en application de l'article R. 515-75 du Code de l'Environnement, l'exploitant inclut dans le mémoire de réhabilitation prévu aux articles R. 512-39 et suivants, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges classés dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges (CLP).

Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base. Cette remise en état doit également permettre un usage futur du site déterminé conformément aux articles R. 181-43 et R. 512-39-2. Le préfet fixe par arrêté les travaux et les mesures de surveillance nécessaires à cette remise en état.

## **1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les prescriptions de l'arrêté d'autorisation des installations sont réexaminées conformément aux dispositions de l'article L. 515-28 et des articles R. 515-70 à R. 515-73 du Code de l'environnement. En vue de ce réexamen, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du Code de l'environnement, sous la forme d'un dossier de réexamen, dont le contenu est fixé à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale visée à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 181-12, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique, sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet (via GIDAF).

La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées ou au Préfet.

## **1.6 Horaires de fonctionnement et surveillance du site**

Le site est autorisé à fonctionner de 5h00 à 20h00 du lundi au vendredi et en période de fortes activités de 20h00 à 3h30 du lundi au vendredi et de 5h00 à 12h00 le samedi.

Le site est également autorisé à fonctionner le samedi de 8h00 à 18h00 pour les opérations de chargement / déchargement.

Dans tous les cas, l'exploitation de l'ensemble des installations est faite sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne compétente désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des équipements mis en œuvre.

L'exploitant est en mesure, en permanence, de mettre en œuvre les moyens de sécurité, notamment ceux fonctionnant par une action humaine.



Toute modification apportée aux installations ou à leur fonctionnement doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation.

#### **1.7 Conditions d'exploitation en période de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané**

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

#### **1.8 Entretien et surveillance des mesures de protection du sol et des eaux souterraines**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers...).

#### **1.9 Dispositions communes aux installations de traitement du bois en autoclave et en cabine d'aspersion**

L'exploitant définit dans une procédure affichée à proximité de l'installation de traitement du bois et portée à la connaissance des opérateurs, les modalités d'égouttage, de manutention, de séchage et de stockage des bois traités. Les éléments de justification des modalités retenues, notamment leur efficacité en termes de prévention des risques de pollution des eaux et des sols, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le bon état des installations de traitement du bois (cabine de traitement, autoclave, rétention, ...) et le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité (alarme de niveau, etc.) sont vérifiés par l'exploitant au moins une fois par an. Ces opérations sont consignées sur un registre dans lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

#### **1.10 Périodicité de transmissions des résultats d'autosurveillance**

Outre les modalités spécifiques de transmission de l'autosurveillance (via GIDAF, cf. article 1.5), l'exploitant transmet au Préfet en cas de non-conformités les résultats de la surveillance des émissions telle que prévue dans le présent arrêté, accompagnés de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de la présente autorisation.

Le bilan transmis contient les informations suivantes :

- Les normes de mesures, prélèvements et analyses utilisées ;
- Pour chaque campagne, le nom du laboratoire externe ou interne ayant procédé aux prélèvements, analyses et mesures ;
- Les résultats de l'ensemble des campagnes de surveillance réalisées en application du présent arrêté.

Il est accompagné :

- des commentaires appropriés sur les résultats obtenus ;
- le cas échéant, des actions mises en place compte tenu du constat de dépassement des VLE fixées dans le présent arrêté.

### **1.11 Rapport d'incident ou d'accident**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée par téléprocédure.

## **2 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **2.1 Conduits et installations raccordées**

<b>Point de rejet / N° de conduit</b>	<b>Installations raccordées</b>	<b>Hauteur du rejet</b>	<b>Autres caractéristiques</b>
N° 1	Installations de travail du Bois Partie Est du bâtiment Raboterie	Le point de rejet est situé à 8,50 m au niveau du sol	Système localisé en extérieur
N° 2	Installations de travail du Bois Partie Ouest du bâtiment Raboterie	Le point de rejet est situé à 8,50 m au niveau du sol	Système localisé en extérieur
N° 3	Installations de travail du Bois Partie Est du bâtiment 1	Le point de rejet est situé à 10,00 m au niveau du sol	Système localisé en extérieur
N° 4	Installations de travail du Bois Partie Ouest du bâtiment 1	Le point de rejet est situé à 10,00 m au niveau du sol	Système localisé en extérieur

L'ensemble des équipements de travail du bois sont reliés par des canalisations à un système d'aspiration des poussières permettant de filtrer les poussières de bois émises par les équipements de travail.

Le fonctionnement des cyclofiltres est individualisé aux circuits d'aspirations pour n'activer que ceux associés aux machines en fonctionnement, afin de réduire les émissions de poussières et les consommations énergétiques.

Lors du remplacement des cyclofiltres 1 et 2, la hauteur des points de rejet des futures installations devra être au minimum à 10 mètres de hauteur, conformément aux dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 2 septembre 2014 susvisé.

Les copeaux et sciures issus du travail du bois sont aspirés et traités par des cyclofiltres et des cyclones.

Les copeaux sont collectés par le système d'aspiration dans un silo de 120 m<sup>3</sup> avant d'être mis en balles, compactées à l'aide d'une presse à copeaux. Les balles de copeaux sont palettisées puis filmées avant d'être stockées sur site et évacuées à flux tendu.

Les sciures sont collectées dans des bennes fermées de 30 m<sup>3</sup> et font l'objet d'enlèvements programmés ou sont transformées en pellets via la presse dédiée.

## **2.2 Limitation des rejets**

### **2.2.1 Dispositions générales**

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol de poussières.

Les équipements de transformation du bois et du dispositif de collecte et de stockage des copeaux et des sciures de bois issus de l'atelier de transformation doivent être entretenus régulièrement.

Au niveau des équipements de travail du bois, une procédure est mise en œuvre pour cadrer le nettoyage et la maintenance des équipements par un opérateur, a minima de façon hebdomadaire.

Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

### **2.2.1 Valeurs limites et surveillance des émissions atmosphériques**

#### **2.2.1.1 Émissions canalisées**

Les rejets issus des installations (cyclofiltres / filtres) doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

L'exploitant assure une surveillance des points de rejet par un organisme agréé dans les conditions suivantes :

<b>Conduits n° 1, 2, 3 et 4</b>				
<b>Paramètre</b>	<b>Flux horaire</b>	<b>Concentration en mg/Nm<sup>3</sup></b>	<b>Méthodes de mesure</b>	<b>Fréquence</b>
Poussières totales, y compris particules fines	< 1 kg/h	100 mg/Nm <sup>3</sup>	NF X 44 052	Triennale

Une première mesure des rejets est effectuée dans les 6 mois après la mise en service de l'installation.

### 2.2.3 Composés organiques Volatils

Au niveau de l'autoclave et de la cabine d'aspersion, les produits utilisés pour le traitement du bois contiennent une part de composés organiques volatils (COV) qui sont susceptibles d'être émis, au cours des différentes étapes de mise en œuvre.

L'exploitant assure le suivi renforcé de l'étanchéité totale des zones susceptibles d'émettre des COV dans l'autoclave, la cabine d'aspersion et les circuits connexes.

Conformément aux dispositions de l'article 5 c) de l'annexe à l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 susvisé, l'exploitant tient à jour un Plan de Gestion des Solvants (PGS), quelle que soit la quantité de solvants consommées.

### 2.2.4 Odeurs

L'établissement est aménagé et équipé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

## **3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

L'implantation et le fonctionnement de l'installation sont compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du Code de l'environnement. Elles respectent les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

### **3.1 Prélèvements et consommations d'eau**

#### 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, ne sont pas autorisés.

L'approvisionnement en eau de l'établissement se fait par le réseau d'eau potable de la commune de Rochefort.

L'ouvrage de raccordement au réseau public doit être équipé d'un clapet anti-retour, d'un disconnecteur ou de tout autre dispositif équivalent ; le point de livraison est muni d'un dispositif de comptage. En complément, des compteurs d'eau sont mis en place au niveau de chaque équipement de traitement de bois afin de maîtriser et de suivre la consommation d'eau d'un cycle.

Ces dispositifs (compteur général sur site et compteur pour chaque machine) sont contrôlés tous les 3 mois.

La consommation maximale en eau du site est de 3 500 m<sup>3</sup> par an.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Un schéma de tous les réseaux « eaux usées » et « eaux pluviales » doit être établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable et daté.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services de secours.

Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, un déversement de matières dangereuses insalubres vers le milieu naturel.

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le milieu naturel est de 50 l/s/ha par le biais d'un régulateur de débit par ouvrage by-pass avant séparateur hydrocarbures.

### **3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet**

#### **3.2.1 Points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes : eaux usées industrielles, eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

Le cas échéant, les eaux de ruissellement polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers des filières de traitement de déchets appropriées.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :



Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1 : rejet au canal
Coordonnées	En sortie du réseau de canalisations eaux pluviales au Nord-est du site (canal de Chartres) X : 394156,83 – Y : 6546554,02 (Lambert 93)
Nature des effluents	Eaux pluviales (toitures et voiries)
Traitement avant rejet	Décanteur / Séparateur hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	Milieu naturel - Canal de Chartres vers la Charente *

\* Le point de rejet dans le canal se situe à une centaine de mètres de son exutoire dans la Charente ; les données qualitatives utilisées proviennent donc de la masse d'eau « Estuaire Charente (FRFT01) ».

Le point de rejet est aménagé de façon à permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure représentative des caractéristiques du rejet (débit, température, concentrations...). Il est aisément accessible pour permettre des interventions en toute sécurité.

### 3.2.2 Eaux industrielles

Les eaux industrielles sont notamment les eaux nécessaires à la dilution des produits de traitement de l'autoclave et de la cabine d'aspersion. Les équipements de traitement du bois fonctionnent en circuit fermé avec réutilisation à l'issue des cycles de traitement.

Tout rejet d'eaux industrielles est interdit sur le site.

### 3.2.3 Eaux vannes et eaux usées

Les eaux sanitaires sont rejetées à la station d'épuration communale en conformité avec la réglementation en vigueur.

### 3.2.4 Eaux pluviales et de ruissellement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 3.2.5 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

### 3.3 Limitation des rejets

#### 3.3.1 Caractéristique des rejets externes

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le milieu récepteur considéré les valeurs limites en concentration définies dans le tableau suivant.

En cas de modification des produits utilisés sur site, l'exploitant propose une adaptation de la liste des paramètres de surveillance.

Le débit maximal journalier est de 35 m<sup>3</sup>/j.

Paramètres	Code SANDRE	VLE
pH	1302	entre 5,5 et 8,5
Température	1301	inférieure à 30 ° C
MES	1305	100 mg/l et flux journalier inférieur à 15 kg/j
DCO	1314	300 mg/l et flux journalier inférieur à 100 kg/j
DBO5	1313	30 mg/l
Azote global	1551	30 mg/l
Phosphore total	1350	0,2 mg/l
Indice Phénols	1440	0,3 mg/l
Indice cyanures totaux	1390	0,1 mg/l
Chrome hexavalent et composés (en Cr6+)	1371	50 µg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,1 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,150 mg/l
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,1 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,2 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l
Manganèse et composés (en Mn)	1394	1 mg/l
Etain et ses composés (en Sn)	1380	2 mg/l
Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)	7714	5 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Benzo(a)pyrene**	1115	25 µg/l
Solvants	-	
Biocides (Propiconazole / Cyperméthrine)	1257 / 1140	25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une \*\* dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Tout rejet de substance non mentionnée dans le tableau ci-dessus est interdit.

### **3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets**

L'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité les contrôles suivants :

Pt rejet	Paramètres	Périodicité de la mesure	Transmission
N° 1	Tous	Mensuelle	GIDAF

Les rapports d'analyse sont transmis via l'outil GIDAF dès réception.

En cas de résultats non conformes, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées, assortis des mesures mises en œuvre et commentaires éventuels.

Si les résultats des mesures mettent en évidence une pollution des eaux collectées, l'exploitant doit prendre sans délai les mesures nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et en supprimer la cause.

L'exploitant réalise ce suivi de façon mensuelle a minima les 6 premiers mois d'exploitation.

En fonction des résultats à l'issue des six premiers mois d'exploitation, sur demande de l'exploitant dûment justifiée et sur avis de l'inspection, le Préfet peut autoriser la poursuite du suivi avec une fréquence annuelle.

En fonction des résultats à l'issue des deux premières années d'exploitation, sur demande de l'exploitant dûment justifiée et sur avis de l'inspection, le Préfet peut soit autoriser la poursuite du suivi avec une fréquence différente, soit imposer la mise en place de mesures complémentaires pour limiter l'impact environnemental, soit renforcer la fréquence de l'autosurveillance.

### **3.5 Surveillance des effets des rejets sur les milieux aquatiques et les sols**

#### **3.5.1 Surveillance des eaux souterraines**

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Coordonnées (Lambert 93)		Profondeur de l'ouvrage
			Latitude Y	Longitude X	
PZ1	Lattéral périmètre IED	Nappe des alluvions fluvio-marines des marais de Rochefort, de Brouage et Seudre.	394060,43	6546581,5	5 m
PZ2	Amont périmètre IED		394027,35	6546461,6	5 m
PZ3	Lattéral périmètre IED		393984,75	6546488,5	5 m
PZ4	Aval périmètre IED		393974,83	6546514,84	5 m
PZ5	Aval périmètre IED		394013,89	6546540,22	5 m
PZ6	Amont périmètre IED		394098,62	6546509,26	5 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe.

L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de déclaration des piézomètres sur la banque de données du sous-sol (BSS).

L'exploitant surveille régulièrement les forages et les entretient, en vue de garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. À cet effet, il prend tout moyen pour empêcher l'accès à la nappe au niveau de la tête de l'ouvrage et pour empêcher les infiltrations depuis la surface du sol.

En cas de cessation d'utilisation d'un ouvrage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant procède à l'analyse des eaux souterraines dans les conditions suivantes :

Paramètres		Points de mesure	Fréquence des analyses
Nom	Code SANDRE		
As	1369	L'ensemble des piézomètres	Semestrielle
Cu	1392		
Cr	1389		
HAP	7088		
Benzo[a]pyrène	1115		
Solvants	-		
Indice hydrocarbures	7007		
Biocides (Propiconazole / Cyperméthrine)	1257 / 1140		

Si après 2 ans d'analyses, il est constaté dans les eaux souterraines l'absence des substances suivantes (Arsenic, Chrome, HAP et Benzo[a]pyrène) qui ne sont pas utilisées dans le procédé, l'exploitant pourra solliciter auprès de la préfecture l'arrêt de ces analyses.

À chaque campagne de mesures, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres et le sens d'écoulement de la nappe.

### 3.5.2 Surveillance des sols

Conformément à l'article R. 515-60-f du Code de l'environnement, la surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés a minima tous les 10 ans ou à la demande de l'inspection. Sous 6 mois, l'exploitant complète son rapport de base, en proposant, sur la base des analyses déjà réalisées, un programme de surveillance des sols contenant à minima : les substances suivies et la fréquence (au plus décennal).

## 4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

### 4.1 Limitation des niveaux de bruit

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	<b>Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)</b>	<b>Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)</b>
Niveau sonore limite admissible	70 dB (A)	60 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement dans les zones à émergence réglementée.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au minimum un an après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 et par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure de niveau de bruit et de l'émergence est effectuée au besoin et à la demande de l'inspection des installations classées (en cas d'un signalement particulier, d'une plainte ou tout autre motif le justifiant).

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

### 4.2 Limitation des émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

- les projecteurs sont positionnés afin de focaliser vers le bas les faisceaux lumineux et éviter d'exposer les tiers à tout éclairage direct. Des détecteurs diurnes sont mis en place ;



- les modalités d'éclairage du site respectent les prescriptions techniques fixées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'exploitant s'assure que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage ne fonctionne toute la nuit.

## 5 **PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

### 5.1 **Principes directeurs**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état après exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### 5.2 **Conception des installations**

#### 5.2.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Au regard des éléments transmis dans le dossier transmis par l'exploitant, les bâtiments existants à la date d'approbation du présent arrêté répondent aux dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives		
	Local, sol, toiture	Murs et planchers	Portes et fermetures
Bâtiment Ardoise	Matériaux de classe A1 selon NF EN 13 501-1 (incombustibilité). Sols des aires et locaux de stockage incombustibles (classe A1) Toiture : BROOF3	Murs extérieurs et murs séparatifs REI120	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI120.
Bâtiment Raboterie et bâtiment 1	Charpente bois avec bardage métallique	Murs en parpaings et bardages métalliques REI30 Poteaux en béton	Portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI30

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### 5.2.2 Désenfumage

Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande). La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage. L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande. Les commandes des dispositifs d'ouverture sont facilement accessibles (à proximité des accès pour le SDIS).

Tous les dispositifs sont installés en référence à la norme NF EN 12101-2 dans sa version en vigueur lors de l'installation.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.

### 5.2.3 Organisation des stockages

#### **Registre**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant l'ensemble des substances et mélanges dangereux ainsi que la quantité de bois détenue, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

#### **Stockage de bois**

Le stockage de bois traités en dehors des bâtiments est interdit.

Dans la partie du bâtiment 1 dédiée au périmètre soumis à la directive IED, seuls les stockages de bois brut en cours de traitement ou destinés à subir une opération de traitement dans la journée sont autorisés.

#### **Zone de charge**

Les chariots utilisés sur le site fonctionnent au GNR.

Les chargeurs des gerbeurs électriques sont placés dans des caissons métalliques équipés d'un système d'extinction.

#### 5.2.4 Installations électriques

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Une vérification réglementaire de l'ensemble de l'installation électrique susceptible de provoquer un risque d'incendie et d'explosion est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les installations électriques font également l'objet d'un contrôle thermographique infrarouge à minima une fois par an.

Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition des installations classées. Les mesures correctives pour corriger les écarts et non-conformités sont suivis.

#### 5.2.5 Dispositifs de protection contre la foudre

Conformément aux dispositions de la section II de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, l'exploitant met en place un dispositif de protection contre la foudre.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

#### 5.2.6 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre et le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture, reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre intérieur à l'Est de l'établissement, sur le périmètre extérieur à l'Ouest et au Nord de l'établissement ainsi qu'au sud de l'établissement.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S=15/R$  mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieux ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance minimale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engins ».

Si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

#### 5.2.7 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention conformément aux dispositions des arrêtés ministériels précités.

Les produits chimiques y compris les produits de traitement de bois qui seraient éventuellement déversés, seront récupérés le plus rapidement possible de manière à garantir l'absence de tout rejet au milieu naturel.

### **5.3      Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

#### **5.3.1      Accès à l'installation**

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture efficace et résistante, d'une hauteur minimale de 2 m.

#### **5.3.2      Localisation des risques**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible...) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

#### **5.3.3      Ventilation des locaux**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte-tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.

### **5.4      Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

#### **5.4.1      Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par les arrêtés ministériels précités et complétés et précisés comme ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de 2 robinets d'incendie armés au niveau du bâtiment la Raboterie ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- de neutralisants adaptés aux risques en cas d'épandage.

Les équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an.



#### 5.4.2 Organisation

Un plan d'intervention du site est positionné à l'entrée du site et est mis à disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre. Ce plan intègre particulièrement :

- un plan de masse avec précision sur la desserte des voies engins ;
- l'identification des locaux à risques particuliers ;
- la localisation des coupures d'urgences (électricité, ventilation, eau...).

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant en aura communiqué un exemplaire.

Elles intègrent notamment :

- les procédures d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides...),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- la procédure permettant, en cas de lutte contre l'incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur vers le milieu récepteur ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone portables du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, de l'astreinte DREAL...

Le personnel est entraîné régulièrement à l'application de ces consignes, qui font l'objet, si nécessaire, d'aménagements.

#### 5.4.3 Dispositifs de confinement et de rétention des eaux d'extinction

Le site est aménagé pour pouvoir disposer d'un volume utile de 1 993 m<sup>3</sup> de rétention des eaux d'extinction incendie par un confinement sur site : voirie imperméable, bordures extérieures, vanne d'obturation sur le réseau d'eaux pluviales.

### 5.5 Détection incendie

Les parties de l'installation sources d'incendie sont pourvues de systèmes de détection (chaleur et étincelles) couplés à une extinction et à une centrale incendie. Ces dispositifs sont associés à des alarmes visuelles et sonores et peuvent être activés manuellement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour ces dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction automatique. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests conformément aux référentiels en vigueur dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. Ces vérifications sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

## **5.6 Prévention du risque inondation**

L'exploitant met en œuvre les prescriptions imposées par le plan de prévention des risques naturels (PPRN) de la commune de Rochefort par submersion marine approuvé par l'arrêté préfectoral du 26 juillet 2019 :

- l'ensemble des stockages de produits chimiques sont positionnés au-dessus de la côte de référence à long terme de 4,50 m NGF et les IBC sont sanglés sur les racks de stockages ;
- les rétentions métalliques, les racks métalliques de stockage, les cabines d'aspersion, l'autoclave... sont arrimés et fixés au sol ;
- le point bas des matériels d'aspersion des circuits connexes et de l'autoclave est situé au-dessus de la côte de référence (*cette disposition ne s'applique pas à la cabine d'aspersion qui était existante avant l'approbation du présent arrêté*) ;
- les équipements de sécurité sont positionnés au-dessus de la côte de 4,50 m NGF.

En cas de déclenchement d'une alerte d'inondation et/ou de submersion, l'exploitant transfère les produits chimiques présents dans la cabine d'aspersion existante avant l'approbation du présent arrêté dans un contenant pouvant être mis en sécurité au-dessus de la côte de référence de long terme.

L'exploitant réalise une étude topographique lors de la mise en service des équipements et stockages pour garantir la prise en compte et le respect de la côte de référence long terme. Cette analyse est mise à la disposition de l'inspection.

L'exploitant matérialise, au niveau des bâtiments, la cote de référence à long terme sur des supports fixes et inamovibles afin d'en garantir la visibilité et le maintien dans le temps. Il assure l'entretien et la protection des repères ainsi installés.

L'exploitant met en œuvre une procédure d'alerte en cas de vigilance inondation/submersion applicable aussi bien pendant les heures ouvrables que pendant les heures non ouvrables et pendant les périodes d'inactivité.

L'exploitant rédige des consignes spécifiques qui définissent les modalités de suivi et de mise en sécurité en cas de vigilance inondation/submersion. S'ils existent, ces éléments doivent être intégrés au plan d'opération interne.

## **6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS**

### **6.1 Prévention et gestion des déchets**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets dangereux sont stockés dans une zone de rétention dédiée à l'abri des intempéries.

## 6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Types de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets non dangereux	20 03 01	Ordures ménagères produites par le personnel
	20 01 01	Déchets recyclables produits par le personnel
	15 01 02	Plastiques
	15 01 04	Feuillards métalliques
	17 04 XX	Pièces industrielles
	03 01 05	Balayures d'atelier
	15 01 01	Papier/Carton
	15 01 02	Feuillards plastiques
	15 02 03	Chiffons et gants non souillés
	03 01 05	Balayures de copeaux et sciures propres
Déchets dangereux	03 02 05* / 16 10 01*	Eaux de lavage de la cabine d'aspersion
	13 01 XX* / 13 02 XX*	Huiles moteurs usagées
	15 02 02*	Chiffons et gants souillés
	15 01 10* / 15 01 11*	Aérosols
	16 05 04* / 16 05 05	Aérosols
	15 01 10*	Emballages souillés
	16 06 XX*	Accumulateurs
	13 05 02*	Boues du séparateur à hydrocarbures
	03 02 04*	Boues de décantation du bac
	03 02 05*	Boues d'accumulation de l'autoclave
	03 01 04* / 03 02 05*	Déchets souillés par des produits de traitement
	03 02 05*	Cubitainers de produit de traitement vide

## 6.3 Limitation de stockage sur site

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les éventuels stockages extérieurs doivent être positionnés à au moins 6 mètres des limites de l'établissement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

## **7 TEXTES ET DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INSTALLATIONS**

### **7.1 Prescriptions générales applicables**

Outre les dispositions du présent arrêté et sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- **Arrêté ministériel du 28 juin 2021** relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3700 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3700) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Arrêté ministériel du 2 septembre 2014** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2410 (installation où l'on travaille le bois ou matériaux combustibles analogues) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- **Arrêté ministériel du 5 décembre 2016** relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- **Arrêté ministériel du 10 juillet 1990** relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées,
- **Arrêté ministériel du 23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE ;
- **Arrêté ministériel du 2 février 1998** relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;

- **Arrêté ministériel du 4 octobre 2010** relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- **Arrêté ministériel du 27 décembre 2018** relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

## **7.2 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions des actes antérieurs suivants sont abrogées par le présent arrêté :

- arrêté préfectoral du 5 août 2021 portant enregistrement pour l'exploitation de l'installation UAP Rochefort - La Raboterie de la société ISB FRANCE pour les activités de travail du bois exploitées à Rochefort ;
- arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 9 novembre 2021 relative aux distances d'implantation de son bâtiment de stockage de bois soumis à déclaration au titre de la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées ;
- récépissé de déclaration n° 2017/0117 du 31 janvier 2017 pour son activité de mise en œuvre de produits de préservation du bois, soumise à déclaration au titre de la rubrique 2415-2 de la nomenclature.

## **7.3 Conditions particulières relatives à la rubrique n°3700**

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 juin 2021 précité sont applicables de droit, et encadrent l'application des meilleures techniques disponibles (MTD).

L'exploitant applique les MTD définies, y compris celles applicables aux activités mettant en œuvre des produits de traitement à base solvantée.

## **7.4 Conditions particulières relatives à la rubrique 1532**

Pour le bâtiment n° 2 dénommé « Ardoise », en lieu et place des dispositions du point 2.1 de l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 susvisé, l'exploitant respecte les dispositions suivantes :

*Le bâtiment n° 2 est implanté et maintenu à une distance d'au moins 5 mètres des limites de l'établissement pour les façades Nord, Est et Ouest.*

*Afin de respecter la distance minimale d'éloignement du bâtiment n° 2 aux limites de l'établissement en façade ouest, l'exploitant doit assurer la maîtrise foncière (acte de location, bail, acquisition...) d'une bande de 10 m de long du bâtiment n° 2 côté ouest. L'exploitation tient à la disposition de l'inspection le justificatif de maîtrise foncière.*

*En cas d'impossibilité de respecter la maîtrise foncière, l'exploitant met en œuvre les mesures compensatoires nécessaires pour contenir les effets thermiques à l'intérieur du site et en informe la Préfecture et l'inspection.*

*Le respect de la distance d'implantation de 5 mètres entre le bâtiment n° 2 et la façade Sud du site (côté avenue de la Libération) ne s'applique pas.*



## **8 DISPOSITIONS FINALES**

### **8.1 Caducité**

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-74.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- 1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- 2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- 3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

### **8.2 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

- 1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

### **8.3**      **Publicité**

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-50 du Code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Rochefort et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Rochefort pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la Préfecture de Charente-Maritime ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est adressé :

- au conseil municipal de Rochefort ;
- à la communauté d'agglomération de Rochefort Océan ;
- au Syndicat Mixte du port de Commerce de Rochefort / Tonnay-Charente .

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

### **8.4**      **Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Charente-Maritime, la Sous-Préfète de l'arrondissement de Rochefort, le Maire de Rochefort et le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ISB France.

La Rochelle, le **- 5 DEC. 2025**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Emmanuel CAYRON

# ANNEXE : Plan des installations et identification des points de mesure



